

MILANNGES RELIGIEUX,

POLITIKES, COMMERCIAUX ET LITTÉRAIRES.

Vol. XI. Montreal, Mardi, 12 Octobre 1847. No. 9.

NOUVELLES ÉTRANGÈRES.

RESUME DES JOURNAUX ANGLAIS.

Le *Times* pense qu'une révolution est imminente en France, à moins qu'on ne se mette promptement à l'œuvre pour opérer des réformes sages et convenables.

Après la révolution de juillet, dit-il, le gouvernement avait deux soins importants à prendre : fortifier les institutions politiques et calmer l'esprit d'anarchie. Il s'est occupé du premier, il a négligé le second. La moralité d'une nation est la meilleure garantie de l'ordre. L'état moral de la France se révèle suffisamment par sa littérature mauvaise, aussi bien dans la forme que dans le fond, par l'ardeur qu'on met à acquiescer de l'argent par les moyens les plus hasardés, et à les dissiper dans le luxe et les plaisirs; par cette tendance enfin à sacrifier le présent à l'avenir.

Louis-Philippe n'a point porté sa vue au-delà de ce qui le touchait de près; sa propre tranquillité assurée, il a laissé avec insouciance l'immoralité s'introduire partout. Aujourd'hui sa quiétude est inconcevable; il ne voit pas que les institutions politiques qui n'ont pas la moralité pour base ne peuvent être solides; qu'une nation ardente et intelligente comme la France ne peut rester longtemps dans une position fautive et qu'une réaction est à craindre. De nouveaux mouvements révolutionnaires ébranleraient toute l'Europe. On ne sait où il s'arrêterait, et ils est temps de prendre des mesures et de songer à des réformes de nature à assurer la tranquillité.

Le *Times* fait des vœux pour l'Italie et pour que sa régénération s'opère par elle-même. Il n'est pas de cause qui lui paraisse plus noble et plus digne d'intérêt. L'Angleterre il en est sûr, est tout prête à la contenir. Il devrait en être de même des autres grandes puissances. L'Autriche vient de recevoir de Charles-Albert un refus auquel elle ne s'attendait pas. Elle demandait la suppression de deux journaux; libéraux qui se publient à Turin, et la suspension des travaux de chemins de fer qu'elle représentait comme intéressant la politique. Le *Times* se réjouit de cette entente du Pape et du roi de Sardaigne. S'ils restent unis, il lui paraît impossible que l'Autriche ne demeure pas impuissante, et que la cause de l'Italie ne soit pas gagnée.

Le *Morning Chronicle* jette aussi un coup-d'œil sur l'état actuel des esprits en France, et comme le *Times*, il voit une révolution sur le point d'éclater dans ce pays. Le seul moyen d'éviter cette crise, selon ce journal, c'est une réforme parlementaire; et cette réforme, ne portant pas du gouvernement, pourrait être obtenue par une agitation, par une ligne politique, comme cela se pratique en Angleterre.

Il y a cinq ou six ans, le charisme menaçait de troubler l'ordre établi en Angleterre. Une ligue s'est formée, demandant la liberté du commerce et le retrait de la loi sur les céréales. Le mouvement charitable s'est fondé; c'est ainsi que des éléments de trouble ont été transformés en choses utiles au pays. L'esprit des deux nations ne paraît pas au *Morning Chronicle* être aussi différent qu'on le dit, et il ne doute pas que les moyens qui ont réussi en Angleterre ne puissent également réussir en France.

L'éclat que vient d'éprouver Narvaëz, son impuissance à former un cabinet, et le mauvais accueil que lui a fait la reine à son arrivée à Madrid, servent de texte à un article du *Morning Chronicle*, dans lequel ce journal s'efforce de faire ressortir tout ce qu'il y a de blessant et d'humiliant pour le général Narvaëz dans cette démarche avortée, dont il rejette toute la faute sur le parti français, et qui, dit-il, pourrait bien entraîner la perte de son ambassade. Cependant, ajoute-t-il, nous ne pouvons croire qu'un homme du mérite et de l'habileté de Narvaëz se soit rendu à Madrid dans le seul dessein de faire réussir les projets de Louis-Philippe; il avait sans doute ses vues propres qu'il voulait faire prévaloir, par la formation d'un nouveau ministère, c'est à cela qu'il faut attribuer le grand désappointement qu'il a manifesté. Narvaëz a pu commettre bien des fautes dans le passé; il n'en a pas moins pour lui de profondes et constantes sympathies nationales, et qui l'empêcheraient de rester longtemps le vil et abject instrument de l'agrandissement de la France.

Quand à la reine Isabelle, elle a montré dans cette circonstance comme en beaucoup d'autres, dit le *Chronicle*, un jugement et une énergie au-dessus de son âge. Elle ne se trompe point sur ceux qui sont véritablement ses amis; elle a su reconnaître et repousser avec force ses ennemis. Ceux qui lui disaient désireuse d'abdiquer la calomnie. Si jamais elle dépose la couronne, ce ne sera pas volontairement, mais forcée par les malheurs de la triste position qu'on lui a faite.

Le *Morning-Post* s'occupe principalement et presque exclusivement de la guerre qu'il fait à Sir R. Peel, à son système commercial et à son système financier, qui doivent inévitablement, dit-il, amener la plus horrible des révolutions en Angleterre.

Voici comment s'exprime le *Morning-Post* au sujet de la nouvelle ligne politique suivie par l'Angleterre :

« Chaque jour rend plus critique la situation de nos colonies dans les Indes-Occidentales. Bientôt, sans aucun doute, elles seront entièrement perdues pour la Grande-Bretagne.

« Lorsque plus tard l'histoire de notre empire colonial sera écrit avec impartialité, le monde sera étonné de la vue de folies qui, depuis la formation des sociétés, n'ont jamais été surpassées.

« Nos belles colonies sont sur le point d'être sacrifiées au mot *bon marché* (cheapness.) Devant ce mot sont déjà tombées la plupart de nos institutions industrielles les plus utiles.

« Le cri de *bon marché* est un cri poussé par les usuriers et par tous ceux qui vivent des produits de l'industrie. Les producteurs n'ont aucun intérêt au *bon marché*. C'est dans l'établissement de prix rémunérateurs que se trouve leur intérêt. C'est par la conservation de ces prix seu-

lement que peut être contenu dans des bornes convenables, le pouvoir libéral que s'attribuent d'oisifs consommateurs. Que les oisifs et les usuriers demandent le *bon marché*, cela semble assez naturel; mais que des corps de producteurs, que les distributions des richesses publiques se rangent dans cette lutte du côté de ceux qui cherchent à dérober au travailleur le juste salaire qui lui est dû, c'est un de ces phénomènes inexplicables, qui précèdent invariablement la chute des grands empires.

« On a demandé les céréales à *bon marché*, et aussitôt la plus grande confusion s'est introduite dans l'agriculture nationale, pour aboutir enfin à la ruine des agriculteurs de la Grande-Bretagne.

« On a demandé le bois de charpente à *bon marché*, et aussitôt on jette du trouble dans nos relations avec le Canada, qui, en peu de temps, amènera la séparation du Canada et de l'Angleterre.

« On demande le sucre à *bon marché*, et nous nous préparons aussitôt à perdre celles de nos colonies qui produisent le sucre. Non-seulement nous perdons ces colonies et le Canada, mais nous les transférons à ces commis jaloux du nom anglais qui habitent les États-Unis.

« C'est à ce résultat que nous a amené le *libéralisme*. Ce mot de *libéralisme* ne sert qu'à cacher la haine des trafiquants d'argent contre l'industrie productive. »

RESUME

DES JOURNAUX FRANÇAIS.

JUSQU'AU 11 SEPTEMBRE.

Le *Journal des Débats* est revenu sur les affaires d'Italie. Ses articles ont été remarquables par le changement de front qui s'est opéré dans son ton et son langage, à quelques jours d'intervalle. La semaine dernière, l'Autriche avait raison, le Pape tort. Cette semaine, c'est tout le contraire : l'Autriche; pour avoir bien avoir tort, et le Pape raison, raison surtout d'appeler ses sujets à la défense de son indépendance. Sa hardiesse, qui effrayait, il y a huit jours, et qui était digne de réprobation, ne mérite plus aujourd'hui que des éloges. Là-dessus la feuille ministérielle s'est complue à faire une narration détaillée des mouvements divers des différentes parties de l'Italie, et à parler avec une apparence de satisfaction de la vigueur du Pape et des hommes dont il est entouré; de l'enthousiasme qui règne dans toute la Romagne; de l'animation de la ville de Rome; de l'empressement que montre partout la population pour l'organisation de la garde civique; de l'effervescence de la Toscane, que les derniers événements sont loin de calmer; enfin de l'émotion produite en Piémont et dans le royaume de Naples par l'occupation de Ferrare.

A ces articles, qui ont été attaqués par tous les journaux de l'opposition, les *Débats* ont fait succéder un article sur l'Irlande, sur la manière dont les malades atteints du typhus sont traités dans les hôpitaux. Il a cité à ce sujet quelques passages d'un rapport du docteur Curran, de Dublin, lequel accompagnait deux médecins français qui se sont rendus en Irlande pour étudier la maladie engendrée par la famine de cette année. Les *Débats* s'apitoient sur le sort des malheureux Irlandais, et joignent leur voix à celle de l'indignation publique qui a éclaté en Angleterre lorsque ce rapport y a été connu. Du reste, à entendre la feuille ministérielle, si elle rappelle ces faits, ce n'est point pour faire acte d'hostilité politique; elle n'est poussée que par un sentiment d'humanité.

Parmi les articles du *Constitutionnel*, nous choisirons de préférence celui qu'il a consacré à la crise financière qui sévit en France et en Angleterre.

Les effets de cette crise, selon ce journal, sont semblables dans les deux pays. Les désastres ne sont différents qu'en raison de l'étendue et de la puissance de production des deux peuples.

Le premier effet de la crise a été le renchérissement du prix de l'argent, renchérissement qui a entraîné la stagnation du commerce et la diminution des travaux manufacturiers.

Le second a été un accroissement énorme de faillites. En France, leur nombre présente, de 1846 à 1847, un passif de 68,000,000, un cinquième de plus que dans l'année précédente; en Angleterre, il présente un passif de 70,000,000. Ces désastres, dans le dernier pays, ont frappé principalement sur la spéculation sur les céréales.

Si les effets de la crise sont les mêmes, au dire du *Constitutionnel*, les causes en sont aussi à peu près semblables. Elle est due à l'extension modérée des travaux publics et à l'insuffisance de la récolte de 1846. Ces deux causes en agissant simultanément ont raréfié l'argent, soit en le détournant de sa destination ordinaire, soit en le faisant exporter au dehors.

Le *Constitutionnel* croit que ces désastres auraient pu être évités. Le gouvernement français a surtout à ses yeux de graves reproches à se faire. Pays de centralisation, il était tenu à veiller avec plus de soin; mais pour cela, il aurait fallu qu'il n'eût pas spéculé sur le désordre des finances et la multiplication des entreprises.

Du reste, le *Constitutionnel* entrevoit le terme de cette crise; d'un côté, le grand nombre de faillites a dû avancer la liquidation d'un passif ruineux de l'autre l'abondance de la récolte de cette année contribuera également à faire disparaître des transactions les éléments de trouble.

Les affaires extérieures ont aussi occupé ce journal. A propos de l'Espagne, il attache peu d'importance à la

non-réussite de Narvaëz; son succès n'eût rien changé aux affaires de ce pays. Ces questions ministérielles ou de partis, ne sont pas celles qui s'agitent, selon lui, en Espagne. Il s'agit de savoir quel événement imprévu écartera, ou rendra plus imminent le péril que les mariages, conclus par le gouvernement, ont suspendu sur l'Espagne et sur l'Europe; tout est péril dans cette situation et peut amener la guerre; que la santé de la reine vienne à souffrir quelque atteinte, qu'elle meure sans héritier, cas de guerre; car la question de succession devient flagrante.

Qu'il y ait réconciliation, mais pas d'héritier, la situation n'offre pas moins de périls. A plus forte raison s'ils demeurent séparés et irréconciliables.

Qu'Isabelle parvienne à obtenir l'annulation de son mariage, le choix du nouvel époux ne sera-t-il pas la cause d'un nouveau conflit.

Supposé enfin que réconciliée, la reine donne un successeur au trône; par ce fait, les espérances de succession s'évanouissent. Que deviennent alors les prétendus avantages tant célébrés des mariages espagnols? Dangers de toutes sortes sans aucun profit, tel est, selon le journal dont nous faisons le résumé, ce qu'il y a à attendre de la politique qu'on a suivie en Espagne.

Cette question d'Espagne a été aussi un des thèmes principaux de la *Presse*. Le nouveau ministère formé par Salamanca, n'a ni sa confiance ni son estime, et elle ne croit pas à sa durée; mais elle sera assez longue pour qu'on puisse prévoir et redouter les plus grandes catastrophes. Car, selon elle, tous les hommes qui composent cette nouvelle administration sont ou tarés ou sans valeur.

Salamanca est un canotier politique et financier qui, depuis douze ans, a traversé toutes les positions, épousé toutes les idées, abordé toutes les entreprises, sans jamais perdre son sang-froid, son sourire railleur, son air de suprême indifférence, et cachant toujours sous les dehors de la bonhomie la plus enfantine et de la plus virgine innocence, la rouerie la plus exercée et l'habileté la plus redoutable. Ses affaires seraient dans un mauvais état, et le cabinet formé sous son influence a causé à la Bourse de Madrid une sorte de panique.

Ros de Blano, le ministre du commerce, est un songe-creux, un poète fantasque tout plein de vanité et d'ignorance. Ses fantaisies poétiques ne l'ont pas empêché de faire fortune en sa qualité d'inspecteur des douanes.

Tous les autres sont complètement nuls ou presque nuls.

Dans un autre article sur le même sujet, la *Presse* a cru devoir rapporter un dialogue que Narvaëz a eu avec la reine, lorsqu'il lui a présenté la liste des personnes dont il croyait devoir s'entourer. Ce dialogue est assez curieux pour être cité.

« La reine, dit la *Presse*, avait promis de donner ré- pouse le 29 août, à minuit à la liste du duc de Valence. A minuit moins un quart, Narvaëz était au palais, et quand la reine entra du spectacle, elle eut avec le général l'explication suivante, dont nous pouvons garantir l'exactitude, quant au fond et presque quant aux termes :

— Votre Majesté veut-elle daigner me faire connaître la décision qu'elle a prise?

— Comment! la décision que j'ai prise, quand sur la liste que tu m'as présentée, je n'ai guère trouvé que des ennemis!

— Les noms qui la composent appartiennent tous à des hommes connus par leur attachement au trône et par leur dévouement à la personne de V. M.

— Je te répète que la plupart sont mes ennemis.

— Alors que Votre Majesté daigne faire un choix et me désigner ceux dont la présence aux affaires lui serait le plus agréable.

— Je les repousse tous également et vais faire appeler les progressistes.

— Votre Majesté oublie, sans doute, que les progressistes sont par tradition, par position et par système, les ennemis les plus dangereux de son trône et les adversaires de ses prérogatives.

— Je n'oublie rien, mon parti est pris; et dans tous les cas, au pis-aller, je garderai le ministère actuel.

— Votre Majesté me permettra de lui faire observer qu'il n'était pas nécessaire de me faire venir de Paris.

— Ce n'est pas moi qui t'ai appelé.

— Alors ma mission est finie?

— Parfaitement finie, et tu peux t'en aller.

Le *National*, à son tour, a payé son tribut à la question espagnole. Narvaëz n'est pas de ses amis; aussi son départ pour Madrid a-t-il donné occasion au journal radical de rappeler toute la vie politique du duc de Valence, qui se résume, selon lui, dans ces quelques mots : proscriptions, confiscations, exécutions sanglantes, mépris des lois, intelligence féroce. Il voit dans le rappel de ce général, le malheur de l'Espagne et aussi celui de la France; car à Madrid, on le regarde comme le mandataire du gouvernement français, et comme voulant substituer à Isabelle la duchesse de Montpensier.

Le même sujet, dans un autre article, a amené le *National* à jeter un coup-d'œil sur les monarchies européennes. Il en a fait un tableau peu flatteur. « Prenez la personne de la royauté, dit-il, examinez-la sous les deux espèces, homme ou femme, grande ou petite, barbare ou civilisée, depuis l'empereur de Russie jus-

qu'à l'empereur du Maroc, depuis le roi de Bavière jusqu'à la reine Poinaré, et dites-nous franchement dans quelle habitation royale peut se loger l'admiration. » De ce coup-d'œil sur les monarchies actuelles en Europe, le *National* conclut à la ruine prochaine de cette forme du principe de l'autorité.

JUSQU'AU 18 SEPTEMBRE.

Le *Journal des Débats* continue à prêcher la modération à l'Italie. En dépit des manifestations qui ont lieu dans tout le pays, et de la réaction contre la domination étrangère qui déjà est presque générale, il exhorte les Italiens à la patience, à la paix; il leur demande d'attendre tranquillement les réformes légales qui ne peuvent manquer d'arriver.

Dans un premier et long article, après avoir donné la France en exemple à l'Italie, après lui avoir montré combien, grâce à la paix dont elle jouit, elle était calme et florissante, toutes les classes intervenant graduellement dans les affaires, et le pays n'en étant que mieux gouverné, ce journal s'efforce de prouver que tous les malheurs de l'Italie sont dus aux mouvements révolutionnaires, soit de l'intérieur, soit de l'extérieur.

Dans le siècle dernier, selon les *Débats*, les souverains de l'Italie étaient essentiellement réformateurs. Un demi-siècle de tranquillité en eût fait le pays le mieux administré et le plus florissant de l'Europe. La Révolution française vint y mettre obstacle. Napoléon lui-même, malgré la vie et l'activité qu'il avait su amener en Italie, ne put améliorer l'état de ce pays, parce que les réformes ne s'opéraient pas tranquillement, mais par la guerre. Après lui, les princes italiens, voulant revenir tout-à-fait au passé, il n'y eut plus que révoltes et répressions. Les choses en étaient venues au point qu'à la mort de Grégoire XVI on s'attendait à une catastrophe. C'est la gloire de Pie IX d'avoir su se concilier le peuple et de marcher dans la voie des réformes sans secousses.

Dans un second article, le *Journal des Débats* se plaint de la manière dont les libéraux d'Italie reçoivent ses recommandations. Ils refusent de reconnaître parmi eux des modérés, des libéraux, des radicaux. Tous les Italiens, disent-ils, sont unis dans un même sentiment. Le *Journal des Débats* cherche à leur prouver qu'il n'en est rien, que déjà bien des divisions existent parmi eux. Il se dit leur véritable ami, et les met en garde contre les journaux de l'opposition, qui les égarent, les poussent dans une fausse ligne, et n'ont d'autre but, dit-il, que de se servir d'eux pour susciter des embarras au gouvernement.

En Suisse la diète ayant été prorogée au 18 octobre, le *Journal des Débats* voit dans cet acte une menace pour le Sonderbund. Il pense que l'on va employer la force contre lui. On ne s'en cache point, dit-il, et les préparatifs se font ouvertement.

La *Presse* se plaint de l'imprévoyance qu'a montrée le gouvernement à l'époque de la guerre avec l'empereur du Maroc et de l'insouciance avec laquelle il voit aujourd'hui Abd-el-Kader s'emparer de Taza, et se préparer à marcher sur Fez.

Tous les résultats de la politique de M. Guizot dénotent la même imprévoyance et le trouvent également impuissant à remédier au mal. L'influence anglaise souveraine en Espagne; la position ambiguë et difficile de la diplomatie française en Portugal; la Grèce recevant des secours d'un particulier pour échapper à l'Angleterre. Et, sans parler de la Suisse et de l'Italie, les populations du Liban réduites à déplorer la confiance qu'elles avaient mise dans la France.

Dans un article spécial sur la Grèce, la *Presse* engage la France à s'entendre avec la Russie, pour contrebalancer à Athènes le mauvais vouloir de l'Angleterre. Elle nous montre que c'est un parti pris chez lord Palmerston de renverser le ministère Coletti. Les chicanes qu'il a suscitées au gouvernement grec au sujet de l'emprunt, et sa conduite envers M. Eyard qui se chargeait d'en payer les intérêts, le prouvent suffisamment. C'est aussi sous l'influence de l'Angleterre et de l'Autriche que le gouvernement turc vient de prendre la résolution de retirer son *exequatur* aux consuls et de refuser le cabotage de ses ports aux navires grecs, s'il n'obtient d'ici à un mois les satisfactions humiliantes qu'il réclame.

A l'inverse du *Journal des Débats*, la prorogation de la diète au 18 octobre, est pour la *Presse* une indication que l'on veut traîner en longueur l'affaire du Sonderbund. Le journal est toujours d'avis que sans l'intervention maladroite de M. Bois-le-Comte, les choses n'auraient point pris une tournure aussi inquiétante.

La *Presse*, continuant son travail d'organisation intérieure, contient cette semaine deux articles de M. de Girardin, sur l'enseignement agricole.

Les moyens de donner une bonne instruction agricole nationale aux cultivateurs et aux fils des propriétaires, et les avantages qui en résulteraient, sont examinés dans ces articles. Les terres produiraient davantage et avec moins de peine, les richesses de la France augmenteraient. Plus de soins, plus de capitaux étant consacrés à l'agriculture, les ouvriers qui encombrant les manufactures se partageraient entre l'industrie et les travaux des champs, le nombre des prolétaires diminuerait, l'agriculture serait plus en honneur. Les fils des propriétaires aisés ne seraient plus retirés aux champs pour recevoir l'instruction universitaire et être livrés à l'oisiveté démoralisante des villes, aux vaines discussions politiques, lorsqu'ils devraient être les rivaux de leurs biens; les chefs de la réforme agricole. Les propriétaires peuvent parvenir à tout; alors du moins, après avoir administré leurs biens avec science et intelligence, partout où ils iraient, ils apporteraient des connaissances pratiques et les lumières de l'expérience; ils ne grossiraient plus la masse des députés passifs.

Le *National* blâme fortement le ministère au sujet de ce qui se passe en Espagne. Ce qui surtout l'indigne, c'est que l'on donne le nom de français au parti rétrograde. C'est que l'on attribue au parti anglais tous les actes de justice et de libéralisme. Ainsi en est-il de l'amnistie, du rétablissement du jury dans les procès de la presse, de la réorganisation de la milice nationale, des efforts faits pour donner une base meilleure à l'impôt, et de l'intention d'utiliser la vente des biens nationaux au profit des intérêts publics. Ce sont les progressistes dévoués à la liberté et à la nationalité qui